

PREFECTURE DE LA MEUSE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Section de Réglementation Economique

LE PREFET DE LA MEUSE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la délibération en date du 12 Février 1962 par laquelle le District Urbain de LONGWY adopte l'avant-projet dressé par la Société d'Equipement du Bassin Lorrain en vue de la dérivation par pompage d'une partie des eaux de la Chiers à MONTMEDY, destinée à l'alimentation en eau de la région de LONGWY;

Vu l'arrêté interministériel du 8 mai 1964 déclarant d'utilité publique et urgente les travaux d'adduction d'eau nécessaires à l'alimentation en eau potable du District Urbain de LONGWY;

Vu la loi du 8 Avril 1898 sur le régime des eaux non domaniales;

Vu le décret du 1er Août 1905 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 12 de la loi du 8 Avril 1898;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er Février 1907 promulguant le règlement de police des cours d'eau non navigables, ni flottables;

Vu l'article 107 du Code Rural;

Vu le projet de règlement d'eau dressé le 12 Novembre 1964 par les Ingénieurs du Service Hydraulique pour le règlement des ouvrages de prise d'eau à MONTMEDY;

Vu le rapport des Ingénieurs du Service Hydraulique en date du 11 Mars 1965 relatif aux résultats de l'enquête hydraulique qui s'est déroulée du 25 Mars au 8 Avril 1965;

#### A R R E T E :

ARTICLE 1er - Est approuvé le règlement d'eau dressé le 12 Novembre 1964 par les Ingénieurs du Service Hydraulique et déterminant les conditions auxquelles est subordonné l'établissement d'une retenue et d'une prise d'eau dans la CHIERS, en aval de son confluent avec l'Othain, dans le cadre de l'adduction d'eau de la Chiers à LONGWY, relevant du District Urbain de LONGWY.

ARTICLE 2 - Monsieur le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Messieurs les Ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Travaux Publics,
- Monsieur le Sous-Préfet de VERDUN,
- Monsieur le Président du District Urbain de LONGWY.
- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Ponts-et-Chaussées de la Meuse.
- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Ponts-et-Chaussées des Ardennes chargé du Service Hydrologique centralisateur du bassin de la Meuse.

BAR LE DUC, le 10 JUILLET 1965.

LE PREFET DE LA MEUSE,

signé : L. CHAZAL.

Pour ampliation,  
L'Attaché de Préfecture,  
Chef de Section,  
signé : illisible.

# SOCIETE D'EQUIPEMENT DU BASSIN LORRAIN

## District Urbain de LONGWY

### Adduction d'eau de la Chiers à LONGWY

#### REGLEMENT D'EAU

##### ARTICLE 1er

Est soumise aux conditions du présent règlement l'autorisation de création d'une retenue et d'une prise d'eau dans la Chiers en aval de son confluent avec l'Othain, dans le cadre de l'adduction d'eau de la Chiers à LONGWY, relevant du District Urbain de LONGWY.

##### ARTICLE 2

Il est rappelé que les travaux d'adduction d'eau de la Chiers à LONGWY ont fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique promulguée par arrêté du 8 Mai 1964 qui précise en son article 3 les conditions techniques d'établissement de la prise d'eau dans la Chiers, ces conditions étant les suivantes :

"Le volume à prélever par le District Urbain de LONGWY, pourra s'élever à 800 litres/seconde, sans pouvoir excéder cette quantité tant que le débit résiduel de la Chiers à la disposition des utilisateurs situés à l'aval de la prise restera supérieur ou égal à 3 mètres cubes/seconde. Si ce débit venait à s'abaisser au-dessous de cette quantité, le volume maximum à prélever par le District Urbain serait réduit dans le même rapport que celui constaté entre le débit résiduel et le débit de 3 m<sup>3</sup>/s. Si ce débit venait à s'abaisser au-dessous de 1,75 m<sup>3</sup>/s, le pompage serait arrêté."

##### ARTICLE 3

La prise d'eau comprendra essentiellement un barrage de retenue et canal alimentant l'usine de pompage par l'intermédiaire d'un déversoir.

###### a) Barrage

Ce sera un barrage fixe, déversoir de 20 m. de large dont la crête sera arasée à la cote 183,30, cette crête étant surmontée de hausses mobiles arasées à la cote 183,70 en position verticale; il comportera en outre une canalisation de vidange de la retenue constituée par une canalisation de 1,00 m. de diamètre, le seuil amont de cette canalisation étant à la cote 179,00; cette canalisation sera équipée d'une vanne murale à orifice circulaire d'un mètre de diamètre, manœuvrée à partir de la passerelle franchissement de la Chiers prévue au-dessus du barrage.

L'ouvrage sera fondé à la cote 176,00 sur la marne bleue, mais des parafoilles amont et aval seront descendues dans la marne bleue compacte.

L'ouvrage sera surmonté d'une passerelle établie à la cote 186,54 au-dessus des plus hautes eaux pour permettre d'accéder aux ouvrages de prise depuis la station de pompage.

Le corps du déversoir sera constitué par du béton maigre ou cyclopéen protégé par une chape de 0,30 m. en béton armé. Le déversoir sera limité

par des murs en aile qui seront soudés aux berges par des rideaux de palplanches arasées à la cote 186.

**b) Prise d'eau**

Le seuil de la prise d'eau sera à la cote 182,50 et situé dans la convexité de la dernière courbe de l'Outhain. Il comportera une grille formée de barres inclinées à 1/10 environ espacées de 0/10 m. et destinée à intercepter les débris végétaux.

Le canal aura 9,25 m. de largeur sur une longueur en alignement de 48,00 m. mesurée sur l'axe entre le seuil amont et le pied aval du déversoir; il présentera une profondeur variable pour constituer une chambre de décantation; de ce fait, la cote du seuil amont sera fixée à 182,50; la cote aval au pied amont du déversoir étant de 180,74, le radier de l'ouvrage présentera de ce fait une pente uniforme de 4%; il sera terminé par un caniveau de 0,30 m. de profondeur où se rassembleront les sédiments qui pourront être évacués vers l'aval par une petite vanne et buse de 0,30 m. dont le seuil amont sera à la cote 180,44.

Le canal sera délimité sur une longueur de 42,10 m. environ par deux rideaux de palplanches battues verticalement, la poutre de couronnement en béton armé de ces rideaux étant arasée à la cote 185,20. Le radier du canal est en béton ordinaire de 0,30 m. d'épaisseur; il sera pourvu de tubes en polyéthylène de 0,03 m. de diamètre disposés en quinconce à raison de deux tubes par mètre carré, ces tubes étant destinés à éviter les sous-pressions.

Le canal sera délimité à l'aval par un déversoir en béton ordinaire de 9,25 m. de longueur, la crête du déversoir étant arasée à la cote 183,70; l'ouverture utile du déversoir sera toutefois ramenée dans l'immédiat à 5,33 m. par construction de deux murs en B.A. de 0,40 m. d'épaisseur en crête du déversoir.

Une seconde grille comportant des barreaux espacés de 30 m/m sera appuyée à la passerelle prévue à 1,00 m. en amont du déversoir, en vue de retenir les poissons; cette grille présentera une inclinaison de 1/10 environ.

Le canal présentera ensuite un tracé en quart de cercle de 7,66 m. de rayon et 12,03 m. de développement mesuré sur l'axe; il se terminera par un alignement droit de deux mètres de longueur à l'extrémité duquel rencontre le seuil amont d'une conduite de 1,00 m. de diamètre aboutissant à la bache d'aspiration de la station de pompage, la cote de ce seuil étant de 180,50 m.

La largeur du canal suivant ce développement est décroissante, variant de 9,25 m. à l'aplomb du déversoir à 5,33 m. au droit du mur en aile du barrage de la Chiers. Le radier présentera une pente de 4%, la cote du pied du déversoir étant de 181,04; il présentera les mêmes caractéristiques indiquées ci-dessus.

Le canal, dans la section en cause, sera délimité par deux murs en béton armé présentant un fruit apparent de 1/10; ces murs se prolongeront sur une longueur de 3,00 m. environ à l'amont du déversoir et se raccorderont au rideau de palplanches défini ci-dessus.

**c) Remblaiement des rives et terre-pleins.**

Les rives et terre-plains avoisinant les ouvrages seront ramblayés à la cote 185,20 en vue de leur mise hors d'eau, en fonction des plus hautes crues observées (cote des plus hautes crues de la chière : 185,1

#### Article 4

Le niveau légal de la retenue est fixé à la cote 183,70 correspondant au niveau supérieur des hausses mobiles levées verticalement.

#### Article 5

Le permissionnaire sera tenu d'installer à ses frais :

- 1°/ - Immédiatement en amont du barrage, à l'emplacement qui lui sera précisé par l'Administration, un limnigraphe enregistreur.
- 2°/ - Un compteur enregistreur sur la conduite de refoulement.

Les procès-verbaux d'étalonnage de ces appareils et les résultats des enregistrements seront transmis régulièrement à Monsieur l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées à CHARLEVILLE chargé du Service Hydrologique centralisateur du bassin de la Meuse.

#### Article 6

Le permissionnaire sera tenu, si les riverains l'exigent et sauf droits contraires qu'il pourrait posséder et dont il devrait justifier, régulariser et d'entretenir sur toute l'étendue du remous, une digue qui borde le bief de retenue de façon que le dessus de cette digue soit à trente centimètres (0m,30) au moins en contre-haut du plan des eaux obtenu pour un débit de 20 m<sup>3</sup>/s.

#### Article 7

Il sera posé près de la retenue, aux frais du permissionnaire, en un point qui sera désigné par l'Ingénieur chargé de dresser le procès-verbal de récolement, un repère définitif et invariable pour chaque niveau de retenue.

Ces repères, dont le zéro indiquera seul le niveau légal de la retenue, devront toujours rester accessibles aux Agents de l'Administration qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux et visibles aux tiers intéressés.

Le permissionnaire sera responsable de la conservation de ces repères définitifs.

#### Article 8

Dès que les eaux dépasseront le niveau légal de la retenue, c'est-à-dire de 0,20 m. soit la cote 183,90, le permissionnaire sera tenu de manœuvrer les hausses mobiles en les abattant partiellement ou totalement, en vue d'éviter l'inondation des terrains riverains à l'amont du barrage, la cote moyenne de ces terrains étant de 184,80.

#### Article 9

Le permissionnaire sera responsable de la surélévation des eaux, au-dessus de la cote définie à l'article 8 ci-dessus, tant que les hausses mobiles n'auront pas été correctement abattues.

En cas de négligence ou de refus du permissionnaire d'exécuter ce manœuvre en temps utile, il y sera pourvu d'office et à ses frais à la diligence de l'Ingénieur du Service Hydraulique, et ce, sans préjudice de l'application des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée, à raison des pertes et dommages résultant de ce refus ou de cette négligence.

Le permissionnaire sera tenu d'informer l'agent local du Service Hydraulique des manœuvres prévues ci-dessus et en général de toutes les perturbations à la marche normale de sa station de pompage.

#### Article 10

Le permissionnaire sera tenu de se conformer aux lois et règlements existants ou à intervenir des divers Administrations et Services gérant directement ou indirectement le cours d'eau, ainsi qu'à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

#### Article 11

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par l'autorité administrative, le permissionnaire sera tenu d'effectuer le curage à vif fond et à vieux bords, du bief de la retenue et sur 150 m. en amont des ouvrages tant sur la Chiers que sur 25 m. en aval du barrage sur la Chiers, sauf l'application des règlements ou des usages locaux, et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains, suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Les dits riverains pourront d'ailleurs, lorsque le bief ne sera pas la propriété exclusive du permissionnaire, opérer, s'ils le préfèrent, le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun au droit de soi, et dans la moitié du lit du cours d'eau.

#### Article 12

Les travaux définis à l'article 3 ci-dessus seront exécutés sous surveillance de l'Ingénieur des Ponts-et-Chaussées de l'Arrondissement N. de VERDUN; ils devront être terminés dans le délai de DEUX ANS (2 ans) à dater de la notification du présent arrêté.

A l'expiration du délai ci-dessus fixé, l'Ingénieur rédigera un procès-verbal de récolement aux frais du permissionnaire en présence des autorités locales et des parties intéressées dûment convoquées.

Si les travaux sont exécutés conformément à l'arrêté d'autorisation le procès-verbal sera dressé en trois expéditions. La première sera déposée aux archives de la Préfecture, la seconde sera transmise au Ministre des Travaux Publics et la dernière à l'Ingénieur du Service Hydraulique.

#### Article 13

Faute par le permissionnaire de se conformer, dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'Administration pourra, suivant les circonstances, prononcer la déchéance du permissionnaire. Dans tous les cas, elle prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par le présent règlement, sans y être préalablement autorisé.

Article 14

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, si, à quelque époque que ce soit, l'Administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui le privent, d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement, tous droits antérieurs réservés.

Article 15

L'autorisation est accordée au permissionnaire à titre précaire et révocable, pour une durée de 30 années qui commencera à courir à compter de la date du Procès-verbal de récolement des travaux.

Article 16

Les droits des tiers sont et demeureront expressément réservés.

Dressé par l'Ingénieur des Ponts-et-Chaussées soussigné

VERDUN, le 12 Novembre 1964.

signé : A. MONSARRAT.

Vu pour être annexé  
à mon arrêté en date de ce jour  
BAR LE DUC, le 10 JUILLET 1965.

LE PREFET ;  
Pour le Préfet,  
L'Attaché de Préfecture,  
Chef de Section,

signé : illisible.